



Les différentes réformes engagées par le gouvernement poursuivent toutes des objectifs similaires : réduire le périmètre du service public pour faire des économies et casser les protections collectives pour individualiser les carrières et les parcours. Sous couvert de pragmatisme, Blanquer fait le choix idéologique d'une société libérale et inégalitaire !

- 2 650 postes en moins en 2019

Alors que les effectifs progressent (+32 000 élèves à la rentrée 2019), les conditions de travail en collège comme en lycée seront dégradées, les classes plus chargées. En Bretagne, ce seront au moins 130 postes qui disparaîtront et on peut craindre que la tendance se poursuive dans les années à venir (Blanquer l'avait déjà fait sous Sarkozy) pour tenir le cap annoncé des 50 000 suppressions de poste sur le quinquennat.

⇒ Refusons les suppressions de postes !



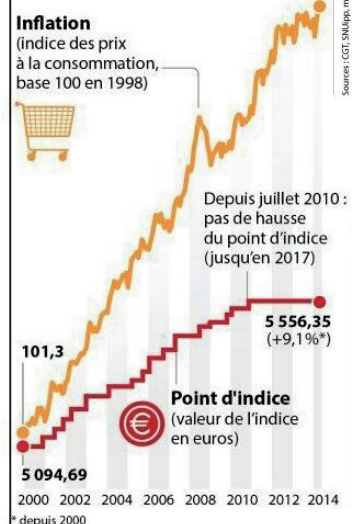
en grève le 12 novembre

Heures supplémentaires : travailler plus pour... travailler plus

Pour compenser les suppressions de postes, Blanquer annonce une augmentation du recours aux heures supplémentaires... qu'il présente comme une mesure de revalorisation des enseignant-es ! Quelle provocation tant il est vrai que c'est le retour du leitmotiv sarkozyste « travailler plus pour gagner plus » ... Or, les collègues ne sont pas égaux devant la possibilité de prendre ou pas les HSA. Le retour annoncé de la 2^{ème} HSA imposée va alourdir encore les services et conduire à aller au-delà dans certains cas pour prendre en charge des classes supplémentaires. Cela va générer davantage de compléments de service, réduire les BMP (bloc de moyens provisoires) et dégrader davantage les services des TZR tout en mettant les non-titulaires au chômage.

⇒ Exigeons le dégel et la revalorisation du point d'indice !

Fonctionnaires : le gel du point d'indice



Réforme du lycée : le piège

Le lycée Blanquer est bien conçu pour coûter moins cher grâce au regroupement des élèves des actuelles voies générales dans des heures de tronc commun, à la diminution de la part libre et à la suppression du financement des options et de l'AP... Les DGH diminueront mécaniquement de 8% en moyenne avec des conséquences lourdes sur les postes et les services dans de nombreuses disciplines : 350 postes en équivalent temps plein sont menacés dans l'académie. Le choix théoriquement

libre des spécialités conduirait à des emplois du temps ingérables et leur poids dans Parcoursup va condamner les élèves à faire des choix à l'aveugle. Le BAC qui se dessine avec ses 3 types d'épreuves réparties sur un an et demi va mener à une évaluation permanente sans laisser de temps aux apprentissages... Et les programmes s'annoncent plus lourds et plus injonctifs que jamais.

⇒ S'informer et se réunir pour s'opposer collectivement

En collège, ça déborde !

Faute de moyens, les classes chargées sont très nombreuses. Les dédoublements, non cadrés nationalement, sont laissés à l'autonomie des établissements et pris sur la marge, déjà bien insuffisante. **Comment diversifier les pratiques et les situations pédagogiques dans l'ensemble des disciplines ? Comment aider tous les élèves à construire du sens et à entrer dans les apprentissages ?**

Et l'inclusion, c'est en plus ! A tel point que certaines classes débordent ! Mais l'administration, qui n'est pas à une contradiction près, affirme que les personnels doivent s'adapter à chaque élève. **Le droit à la scolarisation de tous les élèves ne peut se résoudre par des pressions sur les personnels ou par des éléments de langage refusant la prise en compte de la réalité, des difficultés ou des obstacles rencontrés par les personnels et les élèves. Une inclusion raisonnée implique des moyens, des lieux adaptés et des personnels formés.**

⇒ **Face aux prescriptions de toutes sortes, résister collectivement !**

Défendre l'intérêt général

Pour mener à bien ces réformes, le gouvernement veut lever les obstacles et s'en prend au paritarisme : diminution du rôle et du périmètre des Commissions administratives paritaires (CAPA), disparition des CHSCT, renforcement des prérogatives de l'encadrement local, individualisation accrue des carrières... Ce sont les fondements mêmes de la Fonction publique qui sont attaqués, au détriment de la transparence et de l'équité.

⇒ **Le paritarisme : une garantie contre l'arbitraire !**

Retraites : la fin des solidarités

Si le gouvernement a promis de ne pas reculer l'âge de départ à la retraite, le système par points qu'il entend substituer aux régimes actuels va simplement le faire disparaître puisqu'il n'y aura plus de durée de cotisation ni de pension garantie. Les enseignant-es, CPE, PsyEN seront particulièrement touchés par l'abandon du calcul de la pension sur les six derniers mois. L'intégration des primes dans le calcul ne compensera rien : nous n'en avons pas ! En prétendant sauver le système par répartition, le gouvernement met en place un système où chacun est responsable de sa propre retraite pour inciter à capitaliser. C'est une rupture sans précédent qui conduirait à un appauvrissement des actuels et futurs retraités.

⇒ **Préparons dès maintenant la riposte !**

Face à ces attaques, agissons ensemble !

- Dès maintenant, se réunir en heure d'information syndicale
- Lundi 12 novembre : journée de grève intersyndicale pour l'éducation
- Du 29 au 6 décembre : voter FSU et SNES aux élections professionnelles

Tout ceci n'est possible qu'avec vous !

Défendez vos droits, agissez pour vos métiers, syndiquez-vous et votez SNES-FSU !

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES 29 NOVEMBRE AU 6 DÉCEMBRE 2018



Récupérez du 5 au 13 novembre votre notice de vote sur votre lieu de travail pour la communication de votre identifiant. Le vote est électronique. Pour voter vous devrez accéder à votre boîte mail académique (*prenom.nom@ac-rennes.fr*). **Pour faire entendre votre voix, n'oubliez pas d'activer dès à présent votre messagerie !**

Du 29 novembre au 6 décembre, votez et faites voter SNES et FSU !

